

# Campagne pour les droits des réfugiés

## Partage international n° 229 - Septembre 2007

Interview de Kenneth Bacon par Jason Francis

*Refugees International, ONG consacrée à la défense des réfugiés et des personnes déplacées, a été fondée en 1979, simultanément au Japon et aux Etats-Unis. Elle est présidée par Kenneth Bacon, ancien secrétaire adjoint à la Défense américaine et porte-parole du Pentagone. Jason Francis l'a interrogé pour Partage international.*

**Partage international :** *Quelle différence y a-t-il entre un réfugié et une personne déplacée ?*

**Kenneth Bacon :** D'un point de vue technique, un réfugié est quelqu'un qui a fui son pays pour échapper à un conflit (cas le plus fréquent), ou à des persécutions religieuses, ethniques ou politiques. Le déplacé a abandonné son lieu de vie pour les mêmes raisons, mais sans quitter son pays.

La première catégorie jouit d'une protection renforcée depuis l'adoption de la Convention sur les Réfugiés par l'Onu, en 1951. Un des articles de cette Convention, appelé selon une expression française « loi de non-refoulement », leur garantit en tout premier lieu de ne pas être renvoyés chez eux contre leur volonté tant que dure le danger qui leur a fait quitter leur pays. Elle ne s'applique malheureusement pas aux personnes déplacées.

**PI.** *Quels sont les pays les plus touchés par ce problème ?*

**KB.** Les dernières statistiques font état de 30 à 35 millions de déplacés au sens large dans le monde, dont 1/3 de réfugiés et 2/3 de déplacés, soit le double - les réfugiés « climatiques », fuyant les inondations et la sécheresse et dont le nombre s'est considérablement accru ces derniers mois n'étant pas inclus dans ce recensement. Le Soudan, par exemple, compte de 2 à 2,2 millions de déplacés, qui vont pour la plupart chercher refuge dans les immenses camps surpeuplés du Darfour. Certains de ces camps contiennent 90 000 personnes ; l'un d'entre eux atteint même 135 000 ! Par contre, 200 000 Soudanais « seulement » ont fui leur pays pour le Tchad. Les combats au Darfour ont donc fait plus de deux millions de déplacés et 200 000

réfugiés.

Cela pour un seul conflit. Car le Soudan en connaît un autre, entre les groupes rebelles du Sud et le gouvernement. Cette guerre civile a officiellement pris fin en 2005, par un traité de paix signé par toutes les parties. Mais elle avait déjà fait quatre millions de déplacés, qui avaient fui le Sud du pays, la plupart du temps pour rejoindre Khartoum, la capitale. A quoi il faut ajouter 500 000 réfugiés qui se sont exilés dans les pays limitrophes (Kenya, Ouganda, Ethiopie...). Là encore, ce sont les déplacés qui sont de loin les plus nombreux.

**PI.** *Quelle est la région du monde qui génère le plus de réfugiés ?*

**KB.** C'est sans conteste l'Irak. Il y a 2,2 millions de réfugiés qui ont fui le pays, en direction de la Syrie ou de la Jordanie, et deux millions de déplacés. En ce qui concerne l'hémisphère nord, ce sont les conflits liés à la drogue qui ont engendré le plus grand nombre de déplacés. Notamment en Colombie, qui en compte aujourd'hui près de trois millions. Je n'ai pas les chiffres exacts, mais je sais qu'il y a également des réfugiés, bien moins nombreux, naturellement.

**PI.** *Comment les gouvernements américain et britannique traitent-ils cette question des réfugiés irakiens ?*

**KB.** Les mesures que ces deux gouvernements ont prises sont loin d'être suffisantes. D'autant que le président américain n'a pas même encore pris conscience du problème. Les Etats-Unis ont une responsabilité particulière à l'égard des Irakiens qui ont travaillé pour eux - que ce soit à titre de soldats, d'entrepreneurs privés, ou de membres d'une ONG américaine.

Nombre de ces Irakiens, considérés comme des « collaborateurs » des forces d'occupation, sont particulièrement visés : ils reçoivent des menaces de mort, leurs maisons ont été détruites, ou leurs enfants kidnappés. Nous ne savons pas précisément combien ils sont, mais certainement des milliers, voire des dizaines de milliers, et leurs familles se sont exilées en Jordanie et en Syrie. Beaucoup de ceux qui veulent émigrer aux Etats-Unis parlent anglais, sont des militaires ou des diplomates qui demandent des permis de séjour - que les Etats-Unis accordent au compte-goutte, contrairement à la Suède qui se montre bien plus généreuse.

Ce problème des réfugiés et déplacés irakiens peut s'analyser sous trois aspects, qui impliquent chacun leur propre solution. La première consiste, naturellement, à mettre fin à la cause principale de leur situation. C'est à elle que l'administration américaine prétend travailler ; mais tant que la violence continuera, voire augmentera en intensité dans certaines régions du pays, elle ne sera guère plus qu'un vœu pieux. Tant que les Irakiens ne se sentiront pas en sécurité dans leur propre pays, déplacements et exils se poursuivront. C'est la principale faille de cette « solution ».

La seconde façon de faire face à l'exode massif que connaît l'Irak consiste à aider les pays d'accueil à l'absorber. Aujourd'hui, ces réfugiés sont environ 2,2 millions, soit 7 % de la population du pays. On estime à un peu plus d'un million ceux qui ont fui en Syrie - d'autres sources font état de 1,5 million. Même si l'on s'en tient à la première estimation, cela veut dire que la population syrienne a augmenté d'environ 5 %. Près de 800 000 se sont exilés en Jordanie, soit 14 % de la population de ce pays. De plus, ces mouvements de population se produisant sur une très courte période créent forcément des tensions dans ces sociétés. Pour nous, les pays de la coalition menée par les Etats-Unis ont l'obligation à la fois morale, humanitaire et de sécurité d'aider la Syrie et la Jordanie à intégrer, ne serait-ce que provisoirement, ces réfugiés, en finançant des programmes de construction de logements et d'écoles ainsi que d'alimentation. Le flot des réfugiés ont tellement saturé les infrastructures scolaires de ces pays que les nouveaux arrivés ne peuvent en bénéficier. Les enfants restant à la maison et les parents étant dans l'incapacité de trouver un travail vivent dans une condition de grande misère. C'est pourquoi il faut impérativement mettre en place un programme d'aide massif.

La troisième solution serait de se centrer en priorité sur les catégories de population les plus vulnérables. Pour revenir à celle de ces Irakiens qui ont collaboré avec les Etats-Unis, il faudrait mettre en place un programme musclé pour en réinstaller le plus possible aux Etats-Unis ou dans d'autres pays. Le nombre de réinstallations est pour le moment dérisoire, et frise le ridicule. En 2006, dont l'année fiscale se terminait le 30 septembre, les Etats-Unis avaient accepté 202 Irakiens. Pour cette année fiscale [2007], je crois qu'on en est à 133. En partie grâce à notre action, le Département d'Etat a mis en place une force d'intervention en février 2007 pour s'occuper de cette question. Depuis, la situation a empiré : onze admissions en février, huit en mars, une en avril et en mai. Affligeant !

**PI.** *Les femmes et les enfants courent-ils plus de*

*risques de devenir réfugiés ou déplacés ?*

**KB.** Il faut savoir que près de 80 % de réfugiés sont des femmes. Il y a à cela de bonnes raisons, mais cela s'explique également d'un point de vue démographique : les femmes forment 50 % de la population mondiale, à quoi il faut ajouter les enfants, qui en constituent également une partie importante. Quant aux hommes, ils ont moins de chances de se retrouver dans un camp de réfugiés : soit parce qu'ils sont tués au combat, poussant ainsi leurs familles à s'exiler ; soit parce qu'ils ont été recrutés (souvent de force) par un camp ou par un autre. Parfois, aussi, leurs familles parties, ils restent sur place pour protéger leurs biens aussi longtemps que possible avant d'être soit tués, soit, la situation étant devenue intenable, de se décider à rejoindre femmes et enfants. Ce qu'il faut avant tout garder à l'esprit, c'est que vous vous occupez de populations de réfugiés, et qu'il faut rester en empathie avec ces femmes et ces enfants parce qu'ils en constituent l'écrasante majorité.

**PI.** *Comment les enfants soldats sont-ils réintégrés dans la société.*

**KB.** C'est une question centrale et complexe. Cette réintégration est loin d'être satisfaisante, dans la mesure où ils ne reçoivent ni éducation ni soutien d'aucune sorte. Mais cela commence à changer. La communauté internationale a aujourd'hui pris conscience de ce problème, mais sa solution ne sera pas possible sans un financement à la hauteur, ce qui est rarement le cas. La réintégration de ces enfants (qui, enrôlés très tôt de force, n'ont jamais mis les pieds dans une école) commence par leur scolarisation, qui constitue le moyen le plus efficace pour les aider à se recréer des habitudes rassurantes, leur fournir un rythme de vie régulier et un réseau de soutien adapté à leurs besoins, qui les détourneront de leur passé pour les orienter vers l'avenir.

## **Rôles de l'Onu et des ONG**

**PI.** *De quels moyens dispose-t-on aujourd'hui pour garantir aux réfugiés le respect de leurs droits et la satisfaction de leurs besoins de base, comme l'alimentation, le logement, la santé et l'éducation, que ce soit dans leurs pays d'accueil ou le leur ?*

**KB.** Le bureau du Haut Commissariat pour les réfugiés de l'Onu a pour but de les aider partout. Il est le principal protecteur de leurs droits. Il a pour tâche de fournir et d'organiser l'aide, en parallèle ou en collaboration avec d'autres organisations : le Comité international de la Croix Rouge, certaines ONG et associations de défense telles que la nôtre et

Human Rights Watch. Toutes ces organisations exercent une vigilance constante sur la protection des réfugiés et, lorsque cette protection est absente, font pression auprès des gouvernements et des différents organes de presse pour qu'ils passent à l'action.

**PI.** *Quelle a été leur bilan ?*

**KB.** Cela dépend des moments, des lieux et des tragédies. Prenez le Darfour. La réponse humanitaire internationale menée par l'Onu a été fabuleuse. Depuis la mise en place du pont aérien par les Nations unies, on peut nourrir près de trois millions de Darfouris par jour et leur prodiguer les soins médicaux de première nécessité. Ce ne sont pas seulement les quelque deux millions d'habitants des camps qui bénéficient de cet effort international, mais une bonne partie de la population de la région, qui ont perdu leurs moyens d'existence par suite de la destruction de leurs fermes. Il est très difficile de subvenir à ses besoins dans une région en guerre. En dépit des conditions difficiles sur place, l'Onu a donc fait un excellent travail. C'est un extraordinaire succès humanitaire.

On ne peut malheureusement pas en dire autant de la diplomatie ! Le président Bush, Tony Blair et consorts ont pitoyablement failli dans leurs efforts pour mettre fin à ce conflit ou, plus exactement, pour obliger le Soudan à y mettre fin.

**PI.** *Est-il facile, pour les associations humanitaires, de passer d'un traitement des effets immédiats d'une crise, quelle soit d'origine humaine ou naturelle, à une démarche à plus long terme, visant à aider les pays et les diverses communautés à se créer des structures plus solides et plus viables ?*

**KB.** C'est une question très intéressante. Il existe un lien complexe entre les secours d'urgence et le

développement à long terme. Toutes les agences et organisations humanitaires s'efforcent de réorienter leurs activités dans ce sens. Mais nous ne savons pas encore comment assurer cette transition sans trop créer de chaos. Il est infiniment plus facile, en particulier face à un désastre naturel tel que le tsunami de l'Asie du Sud-est, de lever des fonds importants pour des secours immédiats que lorsqu'il s'agit de financer un développement à long terme.

**PI.** *Refugees International travaille plutôt à la défense et à la protection des réfugiés qu'à leur fournir une assistance matérielle. Comment se passe votre collaboration avec les ONG du secteur humanitaire et l'Onu ?*

**KB.** Nous pouvons, si nous nous y prenons bien, créer plus de ressources pour les agences onusiennes et les autres, telles que Care, The national rescue committee... Notre boulot consiste à mettre en lumière les problèmes, à les exposer sur la place publique et à proposer des solutions : par exemple, un appel à des dons, un appel à respecter des lois déjà existantes. Nous travaillons aussi à mettre en place des programmes facilitant l'immigration et l'installation des réfugiés aux Etats-Unis ou dans tout autre pays afin de faciliter dans les régions tourmentées la re-création d'un environnement plus sain et plus sûr. Si nous faisons bien notre job, nous générons des ressources pour toutes ces organisations humanitaires.

**Auteur :** Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

**Thématiques :** [politique](#)

**Rubrique :** [Entretien](#) ()